

**William Le Goff**

**Divisions sociales et question du logement en Grande-Bretagne,  
entre ethnicisation et privatisation, les cas de Leicester et  
Bradford**

**Thèse soutenue le samedi 2 décembre 2006, à l'Université de Caen Basse-Normandie**

La note qui suit se décompose en trois temps : tout d'abord, la note en tant que telle qui présente brièvement nos terrains de recherche, les hypothèses de travail, la problématique ainsi que les principaux résultats.  
Ensuite, la seconde et la troisième parties reproduisent l'introduction et la conclusion générales dans leur intégralité.

**RÉSUMÉ DE LA RECHERCHE**

La thèse soutenue porte sur le lien entre la privatisation des politiques de logement, l'ethnicisation des politiques publiques et l'évolution de l'Etat-providence britannique. Or ces vastes transformations des politiques du logement ont un impact sur la ségrégation résidentielle des minorités ethniques. Les hypothèses de la thèse ont été testées sur deux villes de taille moyenne, Leicester (300 000 habitants) et Bradford (470 000 habitants), dont plus du quart de la population est originaire du sous-continent indien (Inde, Pakistan, Bangladesh). L'analyse des données des recensements de 1991 et 2001 (où la question de l'appartenance ethnique est posée) ajoutée à l'étude des listes électorales de Leicester ont permis de réaliser un travail statistique et cartographique inédit.

**Présentation de Leicester et de Bradford**

Leicester et Bradford sont toutes les deux d'anciennes gloires industrielles britanniques. Leicester est une des métropoles régionales des Midlands de l'est, au centre géométrique de

l'Angleterre. Bradford forme, avec Leeds, la grande conurbation du Yorkshire de l'ouest (carte n°1).

Mais la grande distinction réside dans la composition ethnique des populations originaires du sous-continent indien<sup>1</sup> des deux villes. Les minorités ethniques issues du sous-continent indien se composent d'Indiens, de Pakistanais et de Bangladais. Leicester compte une importante population d'Indiens (plus du ¼ de l'ensemble de la population de la ville) tandis que Bradford a accueilli une population musulmane originaire du nord-est du Pakistan, une région très rurale où la population est très peu éduquée (tableau n°1). A Leicester, les Indiens forment une communauté composée de Sikh, d'Hindous et de Musulmans. La moitié sont ce que l'on appelle des Indiens d'Afrique de l'Est : Il s'agit des Indiens qui s'étaient implantés comme commerçants ou comme ouvriers pour la construction de chemin de fer en Tanzanie, Ouganda, Kenya. Ils ont été expulsés de ces pays à la fin des années 1960 et au début des années 1970 lors des politiques dites d'africanisation de ces pays. Leur capital social et culturel était élevé, les seuls migrants d'Ouganda ont alors créé, entre 1970 et 1990, 30000 emplois dans les Midlands.

---

<sup>1</sup> Nous reprendrons aussi le terme *Asians* pour désigner les populations originaires du sous-continent indien.



**Tableau n°1 : Composition ethnique de Leicester et de Bradford**

Années	Personnes d'origine ethnique indienne		Personnes d'origine ethnique pakistanaise		Personnes d'origine ethnique bangladaise	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Leicester	72033	25,7	4256	1,5	1933	0,7
Bradford	12 504	2,7	67 994	14,5	4962	1,1

Source : OCPS, 1991 et 2001.

### **Hypothèses de travail**

Nous postulons dans notre recherche des hypothèses fortes :

La première consiste à souligner le lien étroit entre l'ethnicisation des politiques publiques et le désengagement de l'État-providence britannique.

L'ethnicisation des politiques publiques suppose la définition de groupes-cible de politiques publiques, et donc l'abandon du modèle universaliste de l'État-providence. La définition de groupes-cibles ou de « communautés » est au cœur de cette transformation, les droits sociaux ne sont plus adossés au travail mais sont distribués selon des « besoins démontrables » des individus qui ne peuvent accéder aux services privés marchands (Esping-Andersen, 1990). Elle correspond aussi à une société davantage orientée par des « besoins » qu'elle doit satisfaire. Les usagers-clients ont ainsi le « choix » entre plusieurs produits sélectionnés selon les principes électifs de chacun<sup>2</sup>. La logique est marchande : on s'adapte aux demandes des clients d'un quartier, tout en cherchant à réduire les coûts financiers dans le but d'atteindre des objectifs qui mesurent l'efficacité des politiques engagées.

Dans le champ du logement, le désengagement de l'État est symbolisé par deux mesures que sont le *Right To Buy* (1980 puis 1986), le droit des locataires du logement public à acheter le logement occupé, et plus récemment le *Large Scale Voluntary Transfer*, c-à-d le transfert du parc immobilier municipal à un organisme privé de gestion immobilière, dont les fonds financiers permettent une série de réhabilitations d'un parc de logement dégradé, et dont l'expérience managériales est censée garantir une meilleure gestion du personnel et de ce parc : L'ethnicisation des politiques du logement ont pour objectif principal de satisfaire les besoins des locataires-clients appartenant aux minorités ethniques, dans le cadre d'une bonne gestion d'un service de logement.

Nous postulons aussi que le remarkandisation du logement et l'ethnicisation des politiques du logement produisent de nouvelles formes de divisions sociales à l'échelle intra-urbaine.

### **Problématique**

La problématique de notre travail nous a mène à nous poser une série de questions qui portent, dans un premier temps, sur les logiques sociales et politiques qui ont conduit à l'affaiblissement de l'État-providence britannique, la remarkandisation du logement social en particulier, et leurs conséquences sociales.

---

<sup>2</sup> Il s'agit ici de l'ethos consumériste du « choix ». Dans le domaine du logement, *tenants' choice*, loi de 1988.

Nos interrogations ont été les suivantes : comment la politique du logement britannique s'est-elle progressivement ethnicisée ? Quelles sont les logiques marchandes, les conditions et les présupposés moraux qui sous-tendent le développement de ces politiques ? Quelles sont les contradictions qui apparaissent au sein du discours et des pratiques qui portent cette réorientation des priorités de l'État et des bénéficiaires de son soutien ?

Puis nos travaux empiriques se sont développés pour savoir si les niveaux de ségrégation augmentent ou non dans chacune des deux villes d'étude. La baisse de la ségrégation que nous constatons relève de deux éléments : Premièrement, se dessine un mouvement de périurbanisation des ménages aisés des minorités, et ce depuis trente ans : Il fallait en mesurer l'ampleur à Leicester et à Bradford, et expliquer la périurbanisation de cette « élite ethnique ». Deuxièmement, Compte-tenu du cadre socio-politique des deux villes où se sont développées des politiques du logement différenciées, quels sont les effets des politiques ethniques locales du logement en terme de mode d'occupation du logement ? Quelles nouvelles formes de divisions urbaines observons-nous ? Comment confronter les résultats de notre analyse empirique au discours du *New Labour* qui insiste sur le risque que constitue l'enfermement communautaire des minorités ethniques pour l'unité de la nation britannique ?

## Résultats de la recherche

*Nos premiers résultats nous amènent à nuancer l'opposition entre Leicester, modèle de gestion multiculturelle locale et Bradford, le contre-modèle en Grande-Bretagne. Le tableau n°2 synthétise une opposition reprise par de nombreux médias.*

A Leicester, s'est pérennisée une dynamique vertueuse d'un entrepreneuriat basé sur une main d'œuvre et des financements familiaux et communautaires ainsi qu'un réseau de clients qui dépassent la seule sphère ethnique. Les *Asians* d'Afrique de l'est se sont installés au nord de la ville, dans un ancien quartier ouvrier délaissé, Belgrave. Il est désormais connu sous le nom de *Golden Mile*, le Mile doré, où s'égrènent les bijouteries, les industries textiles spécialisées dans le textile ethnique, les banques, les agences de voyages, les entreprises spécialisées dans le conditionnement et la distribution de cuisine indienne, et des restaurants indiens réputés pour leur qualité. Ce quartier est même devenu une fierté touristique de Leicester. Un réseau d'entrepreneurs s'est même structuré, depuis 1984, autour du *Leicestershire Asian Business Association*. A Bradford, la création d'entreprise est un moyen pour échapper à la discrimination à l'embauche et de travailler malgré des capitaux financiers, sociaux et culturels faibles.

Le régime urbain de Leicester est basé sur une coalition entre les intérêts de la classe moyenne et ouvrière de Leicester et les minorités ethniques. C'est ainsi que les travaillistes sont restés à la tête de la mairie pendant 26 ans, en y intégrant politiquement les *Asians*. Néanmoins, Leicester est aussi un centre intellectuel d'un islam intégriste. Elle abrite l'*Islamic foundation* qui vise à créer une internationale islamiste selon l'idéologie des frères musulmans (accueil de Tariq Ramadan en 1998). Étrangement, la mairie de Leicester, la police, des enseignants font appel à eux pour dispenser des séminaires inscrits dans le cadre de formations interculturelles.

Bradford est malheureusement célèbre pour les révoltes urbaines qui se sont déroulées en 1995 et 2001. Les émeutes de 2001 ont pour substrat la frustration économique des jeunes d'origine pakistanaise mais c'est aussi en réaction à l'extrême droite britannique qui voulait

défiler dans la centralité immigrée (quartier de Manningham). La police locale a voulu améliorer ses relations avec les habitants qu'elle est censée servir en renforçant d'une police de proximité (recrutement ethnique, consultation régulière avec les habitants, échange avec la police du Pakistan).

**Tableau n° 2 : Leicester et Bradford, modèle et contre-modèle de gestion  
 multiculturelle ?**

<b>Leicester comme modèle de gestion multiculturelle</b>	<b>Bradford comme contre-modèle de gestion multiculturelle</b>
Entrepreneuriat ethnique précoce et dynamique (Golden Mile, Leicestershire Business Association)	Entrepreneuriat ethnique précoce mais avec des perspectives d'ascension sociale faible
Co-production de l'action publique locale	Absence de coalition entre les partis politiques et les minorités ethniques
Représentation politique au sein du conseil municipal	Révoltes urbaines de 1995 et 2001
Centre intellectuel européen d'un islam intégriste	Le renforcement de la police de proximité et des initiatives originales

Source : W. Le Goff, 2006.

*Une baisse de la ségrégation à l'encontre des discours du gouvernement travailliste*

Les résultats de notre travail nous conduit à nous inscrire contre le discours que tient le gouvernement britannique depuis les émeutes urbaines de 2001. En effet, les niveaux de ségrégation augmenteraient, souvent par la sécession résidentielle volontaire des minorités elles-mêmes du reste de la population. Ce phénomène aboutirait à ce qu'une part importante des minorités originaires du sous-continent indien, en particulier les Musulmans, mènent des « vies parallèles », mettant en cause la cohésion sociale du pays voire l'unité et la sécurité de la Nation, comme en témoigneraient de façon paroxystique les attentats de Londres de l'été 2005. On constate une baisse de la ségrégation entre 1991 et 2001, à Leicester, réputée comme le modèle de gestion multiculturelle, comme à Bradford, théâtre des émeutes urbaines de 2001. Il n'y a pas de lien systématique entre ethnicité (ou appartenance religieuse), pauvreté et ségrégation.

*La constitution d'une « ethnic suburbia »*

La baisse de la ségrégation est la conséquence de la périurbanisation des ménages originaires du sous-continent indien les plus aisés. Ils constituent alors ce que l'on a appelé une « Ethnic Suburbia ».

Il s'est d'abord produit une élite ethnique dans un contexte politique et économique favorable, élite qui acquiert de vastes logements dans le quartier le plus huppé de Leicester, à savoir l'ancien village d'Oadby, situé à 5 km au sud-est de Leicester, et qui compte 23 000 habitants. Dans deux quartiers, on y compte un tiers d'*Asians*.

Or l'analyse des noms de famille à partir des listes électorales permet de mesurer les taux d'arrivée des ménages originaires du sous-continent indien en fonction de leur appartenance religieuse (Sikhs, Hindous ou Musulmans) dans ce segment immobilier de la propriété privée, aux prix très élevés :

On observe une chute des transactions immobilières des ménages blancs au profits des ménages hindous, sikhs et musulmans entre 1980 et 2004. C'est à la période 1995-1998 que l'on compte 50% de transactions qui sont le fait de ménages blancs, 50% de ménages de couleur. A la période 1998-2001 et 2001-2004, la part de nouveaux acquéreurs s'établit comme suit :  $\frac{1}{4}$  blancs,  $\frac{3}{4}$  couleur, répartis assez équitablement entre Hindous, Sikhs et Musulmans. Notons que l'arrivée des Hindous, des Sikhs et des Musulmans se fait selon un gradient périphérie-centre : le centre originaire du village est l'espace où les résistances villageoises sont les plus fortes à voir entrer des « outsiders », et donc à vendre leur propriété. L'arrivée des minorités est aussi fonction de la construction de nouveaux logements vers l'est du village, ce qui constitue pour eux une véritable opportunité immobilière (pas de résistance d'anciens propriétaires à vendre leur bien). Enfin, on ne relève pas de cloisonnement religieux : ce sont les mêmes espaces qui sont désirés et investis par les différents groupes religieux.

*Une contradiction, un effet pervers, et un paradoxe*

Notre étude permet aussi de conclure sur une contradiction, un effet pervers et un paradoxe : la contradiction réside entre une mise en avant des ressources des groupes ethniques à maîtriser leur destin social (*empowerment*) par le gouvernement, les municipalités, les

organismes de logement, et la criminalisation d'une frange de ces minorités voire à stigmatiser les groupes qui sont la cible des politiques ethniques.

L'effet pervers réside dans le fait que les *Black Housing Associations*, productrices et gestionnaires d'un parc social destiné à ces minorité est fragilisé par les logiques financières, managériales et patrimoniales, jusqu'à remettre en cause leur existence en les amenant à se dissoudre dans de très grandes HA.

Le paradoxe est, quant à lui, dans le fait que les politiques du logement sont définies en fonction des besoins spécifiques des minorités alors que l'on assiste à une mobilité sociale et résidentielle puissante de ces mêmes minorités.